# PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

## SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

## GROUPE SOFEMO

Société anonyme au capital de 11 050 000 €.
Siège social : 34, rue du Wacken, 67000 Strasbourg.
339 943 680 R.C.S. Strasbourg.

**Comptes annuels 2010 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2011.**

### I. Bilan.

(En euros).

| Actif | 31.12.2010 | 31.12.2009 |
|---|---|---|
| Caisse, banques centrales, ccp | 120,00 | 2 122,20 |
| Créances sur les établissements de crédit | 111 123 123,28 | 120 009 853,92 |
| Créances avec la clientèle | 1 053 731 678,08 | 756 144 696,51 |
| Participations et autres titres détenus à L.T. | 4 000,00 | 4 000,00 |
| Immobilisations incorporelles | 8 224,84 | 241 421,31 |
| Immobilisations corporelles | 138 669,10 | 140 911,30 |
| Autres actifs | 16 711 096,44 | 11 316 837,58 |
| Comptes de régularisation | 27 660 415,03 | 6 654 161,40 |
| Total de l'actif | 1 209 377 326,77 | 894 514 004,22 |

| Passif | 31.12.2010 | 31.12.2009 |
|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 113 507 213,64 | 828 820 796,79 |
| Operations avec la clientèle | 16 008,09 | 15 685,20 |
| Autres passifs | 18 524 615,63 | 16 895 229,32 |
| Comptes de régularisation | 22 937 826,77 | 12 281 067,15 |
| Provisions | 3 267 112,74 | 2 749 076,09 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 1 300 000,00 | 1 300 000,00 |
| Capitaux propres hors FRBG | 49 824 549,90 | 32 452 149,67 |
| Capital souscrit | 11 050 000,00 | 11 050 000,00 |
| Primes de fusion | 6 653 509,72 | 6 653 509,72 |
| Réserves | 12 082 572,33 | 8 482 572,33 |
| Provisions réglementées | 155 077,00 | 150 786,00 |
| Report à nouveau (+/-) | 5 575 886,49 | 1 618,56 |
| Résultat net de l'exercice (+/-) | 14 307 504,36 | 6 113 663,06 |
| Total du passif | 1 209 377 326,77 | 894 514 004,22 |

| Hors bilan | 31.12.2010 | 31.12.2009 |
|---|---|---|
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement | | |
| Engagements en faveur de la clientèle | 147 259 471,39 | 103 989 453,62 |

## II. Compte de résultat.

(En euros).

| Compte de résultat publiable | 31.12.2010 | 31.12.2009 |
|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | 62 700 636,52 | 45 314 346,95 |
| Intérêts et charges assimilées | 20 405 470,39 | 17 520 993,28 |
| Commissions (produits) | 24 433 111,02 | 23 073 126,13 |
| Commissions (charges) | 1 245 713,76 | 6 420 495,38 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 307 554,24 | 182 623,56 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 371 322,44 | 244 095,58 |
| Produit net bancaire | 65 418 795,19 | 44 384 512,40 |
| Charges générales d'exploitation | 24 355 682,61 | 20 483 234,75 |
| Dotations aux amortissements & provisions sur immobilisations | 264 444,36 | 292 814,70 |
| Incorporelles et corporelles | | |
| Résultat brut d'exploitation | 40 798 668,22 | 23 608 462,95 |
| Coût du risque -/+ | -16 939 011,86 | -12 021 667,44 |
| Résultat d'exploitation | 23 859 656,36 | 11 586 795,51 |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés | | -44 414,45 |
| Résultat courant avant impôt | 23 859 656,36 | 11 542 381,06 |
| Résultat exceptionnel | | |
| Impôt sur les bénéfices | 9 547 861,00 | 3 991 232,00 |
| Dotations/reprises de FRBG et provisions règlementées -/+ | -4 291,00 | -1 437 486,00 |
| Résultat net | 14 307 504,36 | 6 113 663,06 |

## III. Affectation du résultat.

L'Assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'administration d'affectation du bénéfice net de 14 307 504,36 €, augmenté du report à nouveau antérieur de 42 844,12€, soit un montant disponible de 14 350 348,48 € de la manière suivante :

- à titre de dividende 6,93 € revenant à chacune des 690 625 actions composant le capital social, soit une distribution totale de 4 786 031,25 €,
- à la réserve facultative, soit 9 500 000 €,
- au report à nouveau, soit 64 317,23 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 du code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

| Exercice | Dividende distribué |
|---|---|
| 2007 | 1,27 € |
| 2008 | 1,21 € |
| 2009 | 3,58 € |

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## IV. Notes annexes aux comptes annuels 2010.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les comptes de la société SOFEMO sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règles édictées, selon le cas, soit par le Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF), soit par le Comité de la réglementation comptable (CRC).

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :
- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

La présentation des comptes annuels obéit aux prescriptions du règlement n° 2000/03 du Comité de la réglementation comptable.

Changement de méthode comptable
Un changement de méthode comptable a été introduit dans l'exercice, concernant la mise en oeuvre du règlement n° 2009-03 du Comité de la réglementation comptable (traitement des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours par l'établissement, cf. note n° 1.1).

Les effets au 1er janvier 2010 de ces changements de méthode ont été comptabilisés en capitaux propres selon les dispositions de l'article 314-1 du règlement CRC 99-03.

*Note n°* 1.1 *Evaluation des créances et dettes.*

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquelles elles se rapportent.

*Note n°* 1.2 *Créances douteuses.*

Les créances de toute nature sont déclassées en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de survenance d'une échéance impayée depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits immobiliers aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures d'alerte, de redressement, de liquidation judiciaire, etc.) ;
- lorsque la créance présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

La classification en créance douteuse d'un concours accordé à une personne physique ou morale entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne vers les rubriques d'encours douteux.

Les créances douteuses font l'objet de provisions pour dépréciation individualisées créance par créance.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par provision à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Le règlement CRC 2002/03 requiert une couverture par provision telle que couvrant la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. L'effet de l'actualisation peut n'être constaté que s'il est significatif, ce qui n'est pas le cas à la Sofemo, compte tenu des caractéristiques des recouvrements opérés par la société.

Conformément au règlement CRC n° 2002/03 modifié par le règlement CRC n° 2005/03, les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ». La banque a défini des règles internes de déclassement automatique, qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

Le règlement CRC 2002/03 modifié par le règlement CRC n° 2005/03 prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marchés sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

*Note n°* 1.3 *Immobilisations.*

Conformément au règlement CRC 2002-10, les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle. Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, des changements dans le mode d'utilisation du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

*Note n°* 1.4 *Contrats d'échange (swaps).*

En application de l'article 2 du règlement CRBF n° 90/15, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :
Portefeuille (a) vers le portefeuille (b)
Portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d)
Portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs. Le risque de contrepartie est calculé conformément aux dispositions de l'annexe 3 du règlement CRBF n° 91-05 relatif au ratio de solvabilité, auquel est appliqué un coefficient de fonds propres de 8 %. Les frais de gestion sont ensuite déterminés en majorant ce montant de fonds propres d'un taux de 10 %.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat *prorata temporis* sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511-13 du Code monétaire et financier.

*Note n°* 1.5 *Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail.*

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2003-R01 du Conseil National de la comptabilité.

Régimes de retraite des employés
Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance.

Le premier contrat de type article 83 CGI assure le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations définies. Le second contrat de type article 39 CGI est un régime à prestations définies additives sur les tranches salariales B et C. Les engagements relatifs à ces régimes sont entièrement couverts par les réserves constituées.
En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail
Les futures indemnités de fin de carrière et primes à verser pour l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par des contrats d'assurance. Les primes versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.
Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.
Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances.
Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.
Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 62e anniversaire.

*Note n°* 1.6 *Provisions pour risques et charges.*

Les provisions affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net.

La SOFEMO peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

*Note n°* 1.7 *Fonds pour risques bancaires généraux.*

Institué par le règlement CRBF n° 90–02 relatif aux fonds propres, ce fonds est le montant que la banque décide d'affecter aux risques bancaires généraux, parmi lesquels son exposition globale aux risques de taux et de contrepartie.

Au 31 décembre 2010, les montants affectés à ce fonds s'élèvent 1,3 million d'euros.

*Note n°* 1.8 *Impôt sur les bénéfices.*

Le poste "Impôt sur les bénéfices" comprend :

- l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, majoré des contributions additionnelles ;
- les éventuelles dotations et reprises de provisions pour risques et charges se rapportant aux éléments précédents ;
- en cas de report en arrière des déficits fiscaux, le produit lié à la constatation de la créance sur le Trésor Public.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et les contributions additionnelles sont déterminés selon la réglementation fiscale applicable.
Les provisions pour impôts sont calculées selon la méthode du report variable, en intégrant les contributions additionnelles en fonction des échéances concernées.
Il n'est fait aucune compensation avec d'éventuelles créances sur le Trésor.

Des redressements fiscaux portant sur l'impôt sur les sociétés dû au titre des exercices 2007 et 2008 ont été notifiés au groupe SOFEMO.

*Note n°* 1.9 *Engagements de la société.*

Dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe CM5-CIC, certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe.

*Note n°* 1.10 *Consolidation.*

La société est intégrée globalement dans le périmètre de consolidation du groupe CM5-CIC.

*Note n°* 1.11 *Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.*

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier.

2. Notes annexes au bilan 2010.

Les chiffres donnés dans les différents tableaux qui suivent sont exprimés en milliers d'euros

2.1 Mouvements ayant affecté les postes de l'actif immobilisé :

| | **Valeur brute 01.01.10** | **Acquisitions** | **Cessions** | **Transferts** | **Valeur brute 31.12.10** |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | 47 | | | | 47 |
| Immobilisations corporelles | 285 | 29 | | | 314 |
| Valeur brute | 332 | 29 | 0 | 0 | 361 |

2.2 Amortissements et provisions sur actif immobilisé :

| | **Amortissements 01.01.10** | **Dotations** | **Reprises** | **Amortissements 31.12.10** |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | 34 | 5 | | 39 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Amortissements | 144 | 31 | | 175 |
| | 178 | 36 | 0 | 214 |

2.3 Ventilation des créances sur la clientèle :

| | **Prêts** | **Créances rattachées** | **Total** |
|---|---|---|---|
| Crédits de trésorerie | 1 027 904 | 2 134 | 1 030 038 |
| Dont | | | |
| . Paiements en 3 ou 4 fois | 17 582 | | |
| . Paiements en 5 ou 10 fois | 36 375 | | |
| . Crédits - vendeurs | 963 322 | 2 134 | |
| . Prêts personnels | 4 886 | | |
| . Autres crédits de trésorerie | 5 739 | | |
| Autres crédits | 2 411 | | 2 411 |
| Créances douteuses nettes | 24 445 | -3 162 | 21 283 |
| Totaux | 1 054 760 | -1 028 | 1 053 732 |

| **Répartition par catégorie sociales (hors créances rattachées)** | **Particuliers** | **Entrepreneurs individuels** | **Sociétés non financières** | **Total Crédits** |
|---|---|---|---|---|
| Crédits de trésorerie | 968 265 | 59 272 | 111 | 1 027 648 |
| Autres crédits | 3 548 | | 2 281 | 5 829 |
| Créances douteuses nettes | 20 349 | 853 | 81 | 21 283 |
| Totaux | 992 162 | 60 125 | 2 473 | 1 054 760 |

2.4 Ventilation des risques sur la clientèle :

| | **Encours bruts** | **Provisions** | **Encours nets** | **Taux de provisions** |
|---|---|---|---|---|
| Encours douteux & compromis | 10 478 | 5 411 | 5 067 | 52 % |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Encours contentieux | 59 056 | 42 840 | 16 216 | 73 % |
| Ancien stock | 6 | 6 | 0 | 100 % |
| Totaux | 69 540 | 48 257 | 21 283 | 69 % |

2.5 Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle :

| Actif | Inférieure ou égale à trois mois | De trois mois à un an | De un à cinq ans | Plus de cinq ans et à durée indéterminée | Intérêts courus et échus | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Créances sur les établissements de crédit | | | | | | |
| A vue | 111 096 | | | | | 111 096 |
| Autres opérations interbancaires | 27 | | | | | 27 |
| Créances sur la clientèle | | | | | | |
| Autres concours à la clientèle | 89 174 | 117 736 | 338 022 | 506 666 | 2 134 | 1 053 732 |
| Totaux | 200 297 | 117 736 | 338 022 | 506 666 | 2 134 | 1 164 855 |

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

| Passif | Inférieure ou égale à trois mois | De trois mois à un an | De un à cinq ans | Plus de cinq ans et à durée indéterminée | Intérêts courus et échus | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | | | | | | |
| A vue | 70 661 | | | | | 70 661 |
| A terme | 156 000 | 482 500 | 321 500 | 75 000 | 7 673 | 1 042 673 |
| Autres dettes | 173 | | | | | 173 |
| Comptes créditeurs de la clientèle | | | | | | |
| A vue | 16 | | | | | 16 |
| Totaux | 226 850 | 482 500 | 321 500 | 75 000 | 7 673 | 1 113 523 |

2.6 Ventilation du poste "Réserves" :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Réserve légale | 1 105 | 1 105 |
| Réserves statutaires et contractuelles | 10 977 | 7 377 |
| Total | 12 082 | 8 482 |

2.7 Intérêts courus à recevoir ou à payer :

| Actif | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| | Intérêts courus à recevoir | |
| Créances sur la clientèle | | |
| Autres concours à la clientèle | 2 134 | 1 733 |
| Total | 2 134 | 1 733 |

| Passif | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| | Intérêts courus à payer | |
| Dettes envers les établissements de crédit | | |
| A terme | 7 673 | 8 214 |
| Total | 7 673 | 8 214 |

2.8 Postes "Autres actifs" et "Autres passifs" :

| Autres actifs | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Débiteurs divers | 16 711 | 11 317 |
| Total | 16 711 | 11 317 |
| Autres passifs | | |
| Créditeurs divers | 18 525 | 16 895 |
| Total | 18 525 | 16 895 |

2.9 Comptes de régularisation :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Comptes d'encaissement | 960 | 66 |
| Charges constatées d'avance | 12 822 | 63 |
| Produits à recevoir | 8 502 | 3 861 |
| Comptes de régularisation divers | 5 376 | 2 664 |
| Total | 27 660 | 6 654 |
| **Passif** | | |
| Comptes d'ajustement | 35 | |
| Produits constatés d'avance | 15 816 | 8 185 |
| Charges à payer | 4 086 | 3 438 |
| Comptes de régularisation divers | 3 001 | 658 |
| Total | 22 938 | 12 281 |

2.10 Provisions pour risques et charges :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Autres provisions pour risques & charges diverses | 3 267 | 2 749 |
| Provisions relatives à des charges imputables sur l'exercice mais non encore réalisées | | |
| Total | 3 267 | 2 749 |

3. Notes annexes au hors bilan.

3.1 Engagements donnés :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Engagements donnés en faveur de la clientèle | 147 259 | 103 989 |
| | 147 259 | 103 989 |

3.2 Autres opérations à terme non encore dénouées à la clôture du bilan :

Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de taux d'intérêt

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Opérations fermes de couverture | 195 000 | 50 000 |
| dont SWAPS de taux | 195 000 | 50 000 |

3.3 Juste valeur des instruments dérivés :

| | 31.12.10 | | 31.12.09 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur de marché | | Valeur de marché | |
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Risque de taux - comptabilité de couverture (micro et macro) | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Instruments conditionnels ou optionnels | | | | |
| Instruments fermes autre que swaps | | | | |
| IRS | 2 514 | 1765 | | 421 |

La juste valeur des instruments dérivés est déterminée par rapport à leur valeur de marché, ou à défaut par l'application de modèles de marché.
La présentation de cette annexe résulte de l'application des règlements du CRC n° 2004-19 relatifs aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers.

4. Notes annexes au compte de résultat.

4.1 Produits et charges d'intérêts :

| | **2010** | **2009** |
|---|---|---|
| Produits sur opérations avec les établissements financiers | 549 | 224 |
| Produits sur opérations avec la clientèle | 63 570 | 46 033 |
| Charges sur opérations avec les établissements financiers | -18 159 | -17 521 |
| Charges sur instruments financiers | -2 246 | |
| Dotations / reprises de provisions relatives aux intérêts | -1 419 | -943 |
| Marge financière | 42 295 | 27 793 |

4.2 Commissions sur produits avec la clientèle :

| | **2010** | **2009** |
|---|---|---|
| Commissions de garantie du paiement en P3P4 | 5 717 | 5 510 |
| Commissions de garantie du paiement en P5P10 | 3 867 | 3 672 |
| Commissions, indemnités et autres frais de dossiers | 4 934 | 6 180 |
| Commissions sur autres prestations de services financiers | 571 | 330 |
| Commissions sur apport de dossiers | 305 | 432 |
| Autres produits divers | 926 | 890 |
| | 16 320 | 17 014 |

4.3 Autres produits d'exploitation et commissions :

| | **2010** | **2009** |
|---|---|---|
| Commissions et autres produits ACM | 8 203 | 6 132 |
| Commissions droit d'utilisation PNF | 0 | 0 |
| Autres produits et/ou sur exercices antérieurs | 218 | 109 |
| | 8 421 | 6 241 |
| Total commissions et produits d'exploitation bancaire | 24 741 | 23 255 |

4.4 Commissions charges avec la clientèle :

| | **2010** | **2009** |
|---|---|---|
| Commissions d'apport de dossiers & autres commissions | -131 | 5 444 |
| Autres charges sur moyens de paiement | 1 377 | 976 |
| | 1 246 | 6 420 |

4.5 Autres charges d'exploitation bancaire :

| | **2010** | **2009** |
|---|---|---|
| Charges diverses d'exploitation bancaire | 371 | 244 |
| | 371 | 244 |
| Total commissions et charges d'exploitation bancaire | 1 617 | 6 664 |

4.6 Frais de personnel :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | 4 426 | 4 109 |
| Charges de retraite | 492 | 459 |
| Autres charges sociales | 1 614 | 1 507 |
| Intéressement et participation des salariés | 534 | 644 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 637 | 641 |
| Autres charges de personnel refacturées | 588 | 576 |
| Totaux | 8 291 | 7 936 |

Les droits acquis en fin d'exercice au titre du dispositif de droit individuel à la formation (DIP) prévu par les articles L933-1 à L933-6 du Code du travail sont de 10 704 heures.

4.7 Autres frais administratifs :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Locations et charges locatives | 570 | 552 |
| Prestations entre sociétés du groupe | 990 | 394 |
| Voyages et déplacements | 778 | 919 |
| Autres travaux fournitures et de gestion | 11 652 | 10 038 |
| Impôts et taxes diverses | 1 061 | 638 |
| Autres charges d'exploitation | 1 014 | 6 |
| Totaux | 16 065 | 12 547 |

4.8 Corrections de valeur sur créances douteuses (capital + intérêts) :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Dotations aux provisions liées à des créances clientèle | -21 968 | -15 701 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | -4 722 | -3 772 |
| Reprises de provisions liées à des créances clientèle | 9 454 | 7 962 |
| Totaux | -17 236 | -11 511 |

4.9 Impôt sur les sociétés :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Impôt sur sociétés afférent au résultat ordinaire | 9 548 | 3 991 |
| Totaux | 9 548 | 3 991 |

## V. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de Groupe Sofemo S.A. ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste

également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable concernant la mise en oeuvre du règlement CRC 2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

2 Justification des appréciations.

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 1 de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au traitement des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours par l'établissement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

*Paris La Défense, le 26 avril 2011*
*KPMG Audit*
*Département de KPMG S.A.*

*Arnaud Bourdeille*

*Strasbourg, le 26 avril 2011*
*Cabinet Gross-Hugel*

*Claude Karli*

## VI. Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société, au 34 rue du Wacken 67000 à Strasbourg.

***1102747***